

M. BURNHAM: Je suis prêt à appuyer mes paroles par mes actes. S'il se trouve quelqu'un qui veuille se porter candidat, dans Peterborough-Ouest, sur la question de la nationalisation, je donne ma démission à titre de membre de cette Chambre, et je ferai la lutte sans hésitation. Que mon honorable ami se lève et qu'il déclare s'il y consent, oui ou non.

M. CAHILL: Si le Gouvernement veut faire déclarer cette circonscription vacante, je m'y porterai candidat.

M. BURNHAM: Dois-je comprendre qu'il relève le défi?

Quelques DEPUTES: Démissionnez.

M. DUFF: Je vous ferai la lutte.

M. BURNHAM: Que dit l'honorable député qui brandit, là-bas, son poing avec tant de fureur? Que clament les vagues déchaînées? On ne saurait nier que nous traversons l'épreuve qui établira notre attitude respective sur la nationalisation. Qui donc a jamais entendu énoncer sérieusement, lors de la discussion de cet article, l'idée qu'on devrait changer la date du second jeudi d'avril en celle du dernier jeudi de décembre, comme si l'administration des affaires de ces grandes corporations pouvaient se décider d'une manière laissée au hasard? Que les honorables membres de l'opposition, cet après-midi, proclament, l'un après l'autre, qu'ils sont partisans de la nationalisation et ils pourront alors rencontrer de la sympathie pour leurs idées non seulement dans le pays, mais encore chez les membres de la droite. Mais il n'existe pas le moindre doute qu'ils sont opposés à la nationalisation. Ils sont ici pour exprimer leurs opinions et s'ils ne condamnent pas la possession par l'Etat, qu'ils le disent.

Cette Chambre devrait administrer les affaires publiques du pays et si elle ne peut diriger les corporations publiques, elle est inhabile, soit directement, soit indirectement, à administrer la chose publique et donc, tout le système de représentation démocratique se trouve condamné par les hommes qui se lèvent pour faire entendre des plaintes aussi banales que celles que nous avons écoutées. Peu leur importe l'effet plus ou moins extravagant que leurs déclarations peuvent avoir, puisqu'ils ont décidé de condamner la nationalisation et de se faire les champions de la possession individuelle, vu que ce dernier système est plus avantageux à leurs amis que la nationalisation.

[M. Cahill.]

M. FOURNIER: Je n'ai pas pris une part très active dans la discussion de ce projet de loi, mais j'ai écouté avec beaucoup d'attention tout ce qui s'est dit et je ne puis réellement pas encore comprendre pourquoi mon honorable ami, le chef du Gouvernement, lorsqu'il a parlé, vendredi dernier, a jugé bon de porter un acte d'accusation si écrasant contre les libéraux. Nous posions des questions, simplement parce que nous voulions nous renseigner. Je ne puis concevoir pourquoi il nous imputerait d'autres motifs que celui-là; pourquoi il donnerait à entendre que nous cherchons à épouser la cause des partisans de la possession individuelle plutôt que celle des fervents de la nationalisation—ajoutant que nous sommes des libéraux rétrogrades, manquant de foi dans les entreprises canadiennes et croyant que les immenses provinces des prairies n'ont pas besoin de chemins de fer pour se développer.

Ses remarques faisaient supposer inévitablement que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne voulaient pas agrandir le réseau des chemins de fer dans l'Ouest; elles avaient pour but de soulever l'Ouest contre l'Est. C'est tout ce que je peux en conclure. Puis mon honorable ami, pour montrer la générosité de ses sentiments et faire voir combien il était conséquent avec lui-même, a fait appel à l'union, de douce souvenance. Il nous a recommandé d'être optimistes et d'avoir confiance dans le résultat de cette grande période de reconstitution; mais il n'avait pas plutôt terminé ce sublime appel qu'il pressait avec délice le bouton qui devait mettre en marche le compresseur à air de la machine à baillonner; puis il s'est gracieusement retiré. Maintenant, monsieur le président, cette machine fonctionne régulièrement au grand plaisir et à l'entière satisfaction de son inventeur ingénieux. Je veux être juste envers mon honorable ami le chef du Gouvernement, car je regretterais de le critiquer sans raison; mais je suis obligé de lui demander pourquoi il prétend que nous, libéraux, sommes opposés à la nationalisation des chemins de fer, et pourquoi il nous fait un crime de poser des questions. Il en a posé lui-même, et je lui demanderai s'il n'a pas lui-même tourné en ridicule le projet de nationalisation. Certainement que oui, et le député de Maisonneuve le lui a rappelé; j'ai été heureux de constater qu'il le prenait en bonne part. Je ne suppose pas que mon honorable ami veuille me nier le même privilège qu'il a réclamé pour lui-même. Je ne vois pas comment